



PROJET D'ACCORD-CADRE N°B25-01427-CF

ENTRE

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,

dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème},
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S
PARIS B 775 685 019

représenté par Monsieur Bruno FEIGNIER, agissant en qualité de Directeur du CEA
Grenoble,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET

La société [REDACTED],

dont le siège social est situé [REDACTED],

immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [REDACTED] sous le
numéro R.C.S [REDACTED],

représentée par Monsieur/Madame [REDACTED], agissant en qualité de
[REDACTED],

[A compléter par le soumissionnaire]

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS	3
ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	5
ARTICLE 7 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE	6
ARTICLE 8 - REMISE DE DOCUMENTS	7
ARTICLE 9 - ASSURANCES	7
ARTICLE 10 - MONTANT*	7
ARTICLE 11 - REVISION DES PRIX	9
ARTICLE 12 - RESILIATION	9
ARTICLE 13 - PENALITES	9
ARTICLE 14 - FACTURATION- REGLEMENT	10
ARTICLE 15 - REGIME FISCAL	11
ARTICLE 16 - JURIDICTION COMPETENTE	11
ARTICLE 17 - CONCLUSION DU MARCHE	11

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, les prestations d'accompagnement des travailleurs et des parties prenantes du CEA Grenoble concernés par un handicap psychique, un trouble psychologique ou du neurodéveloppement, ci-après dénommées « les Prestations ».

Les Prestations de l'accord-cadre relèvent d'une obligation de résultat.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord-cadre et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé PAO-B25-01427-CF avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques du marché et leurs annexes (le cahier des charges référencé CEAGRE/DPRSG/2025-06 en date du 05/03/2025) ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée [REDACTED] du [REDACTED], à titre supplétif.

[A compléter par le soumissionnaire]

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

2.2 – L'annexe n°1 « Traitement des données à caractère personnel » fait partie intégrante du présent accord-cadre.

ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS

3.1 - Correspondante technique du CEA

Mme Bénédicte HENRY CANUDAS – Mission handicap du CEA Grenoble
Tél. : 04.38.78.04.03 - Email : benedicte.henrycanudas@cea.fr

3.2 - Correspondantes commerciales du CEA

Mme Charlotte FRITSCH - Service des Marchés et Achats - Tél. : 04.38.78.31.58
Email : charlotte.fritsch@cea.fr

Mme Isabelle BOREL – Service des Marchés et Achats – Tél. : 04.38.78.13.36
Email : isabelle.borel@cea.fr

3.3 - Comptabilité fournisseur

Comptabilité fournisseur : Tél : 01 69 08 47 50
Email : S3C-Fournisseur_GRE@cea.fr
RELANCES@cea.fr

3.4 - Correspondants du Titulaire

Correspondant technique :

Tél : [REDACTED]

Email : [REDACTED]

Correspondant commercial :

Tél : [REDACTED]

Email : [REDACTED]

[A compléter par le soumissionnaire]

3.5 – Le Titulaire désigne un responsable qui est le seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Prestations.

Ce responsable a pour rôle :

- d'encadrer le personnel du Titulaire et de définir les tâches qu'il doit accomplir,
- de faire respecter les consignes de sécurité,
- d'assurer les relations avec le CEA,
- de former le personnel au poste de travail. La traçabilité de cette formation est établie et tenue à la disposition du CEA,
- d'appliquer la législation spécifique aux installations confiées au Titulaire.

M/Mme [REDACTED] Tél : [REDACTED]

Email : [REDACTED]

[A compléter par le soumissionnaire]

Le Titulaire doit faire connaître par courrier, le nom de son remplaçant le cas échéant.

ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 2 (deux) ans à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

Il comprend les tranches optionnelles suivantes :

- Tranche optionnelle n°1 : prolongation des Prestations pour une durée de un (1) an,

Le CEA affermit la tranche optionnelle, si besoin, par lettre recommandée avec demande d' accusé réception dans un délai d'au moins trois (3) mois avant le terme de l'accord-cadre.

Le non- affermissement de la tranche optionnelle ne donne lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire.

ARTICLE 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS

Les Prestations précisément décrites au cahier des charges précité à l'article 2 du présent accord-cadre, sont décomposées selon les tâches suivantes.

5.1 - Décomposition des prestations

Tâche 1 : Accompagnement spécifique en lien avec une situation de handicap psychique, d'un trouble psychologique, ou du neurodéveloppement dans une perspective d'intégration et/ou de maintien en emploi

Type de prestation : prestation sur bordereau de prix

Livrable : Séances d'accompagnement et compte-rendu des situations prises en charge, objectifs de chaque accompagnement et bilan suite aux mises en œuvre des préconisations/actions ainsi que les dates et durée des rdv réalisés. Dans le cas d'une préconisation d'un diagnostic, les coordonnées des prestataires pressentis.

Délais de réalisation :

1-Mise en œuvre de la prestation : 15 jours à compter de la date d'émission du bon de commande

- 2-Prise de contact avec le salarié concerné : 7 jours à compter de la date de mise en relation par la mission handicap,
- 3-Compte-rendu : 15 j après la fin de l'évaluation

Tâche 2 : Appui Conseil auprès du collectif de travail et des parties-prenantes de la situation (manager, équipe, RH, équipes médico-sociales)

Type de prestation : prestation sur bordereau de prix

Livrables : Séances d'intervention et compte-rendu des situations/demandes prises en compte, rôle concerné par l'appui ainsi que les dates et durée des entretiens réalisés.

Délai de réalisation :

- 1-Mise en œuvre de la prestation : 15 jours à compter de la date d'émission du bon de commande
- 2-Compte-rendu : 15 jours après la fin de l'appui conseil l'accompagnement

Tâche 3 : Sensibilisation du collectif, de l'équipe restreinte, de la ligne managériale impactés par la situation

Type de prestation : prestation sur bordereau de prix

Livrables : Séances de sensibilisation, liste des sensibilisations précisant la durée, les invités/participants et le programme.

Délai de réalisation :

- 1-Mise en œuvre de la prestation : 15 jours à compter de la date d'émission du bon de commande
- 2-Compte-rendu : 15 jours après la fin de l'intervention

5.2 - Prestations sur bordereau de prix

Les bons de commande sont émis en cours d'exécution de l'accord-cadre sur la base du bordereau des prix unitaires figurant à l'article 10 Montant.

Ils sont envoyés au Titulaire par mail à l'adresse [REDACTED]@ [REDACTED].

[A compléter par le soumissionnaire]

Le Titulaire confirme sous 48 heures la réception du bon de commande et sa prise en compte.

Chaque bon de commande précisera :

Le nom et la raison sociale du Titulaire,

- Le numéro de l'accord-cadre,
- La date et le numéro du bon de commande,
- La quantité et le descriptif des prestations commandées,
- L'adresse d'exécution des prestations,
- Les dates et durées des prestations,
- Le montant HT et TTC du bon de commande.

Le Titulaire s'engage à honorer l'ensemble des bons de commande émis par le CEA pendant la durée de l'accord-cadre, même si le délai d'exécution des bons de commande va au-delà de la date de fin de l'accord-cadre.

5.3 - Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des Prestations conformément au cahier des charges susvisé. Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des prestations en dehors de celles définies dans le cahier des charges, sans l'accord préalable écrit du CEA.

Les Prestations, dont le Titulaire assure l'exécution et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1 - Obligations générales du Titulaire envers son personnel

6.1.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent accord-cadre et tous les six mois à compter de sa notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion de l'accord-cadre, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

6.1.2 - Traitement des données à caractère personnel

Le Titulaire et le CEA s'engagent à respecter les dispositions figurant à l'annexe encadrant les traitements des données à caractère personnel.

6.2 - Sous-traitance

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité de l'accord-cadre.

Si le Titulaire sous-traite une partie des Prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre, il doit remettre au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant. Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l'article 7 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire doit remplir l'imprimé de demande d'acceptation de sous-traitant selon le modèle fourni sur demande et le transmettre au correspondant commercial du CEA, Service Achats.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent accord-cadre par son (ou ses) sous-traitant(s).

6.3 - Restaurant d'entreprise

Le personnel du Titulaire peut bénéficier des restaurants des salariés du CEA Grenoble, sous réserve de la signature par le Titulaire d'une convention de restauration. Le Titulaire doit prendre contact avec Mme Turchiarelli au 04.38.78.10.18 ou Mme Desgouis au 04.38.78.04.90 pour établir et signer cette convention. Le tarif est celui appliqué au personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site.

6.4 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 7 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE

7.1 - Dispositions générales

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Prestations et il reconnaît avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour les réaliser.

Les Prestations doivent être exécutées conformément aux règles de l'art.

Le Titulaire répond de l'exactitude des Prestations, rapports et documents établis ou vérifiés par ses soins, et supporte la charge, sans supplément de prix, des corrections à y apporter. Les observations et approbations du CEA ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

En outre, le Titulaire supporte les conséquences pécuniaires des dommages qui seraient dus à une mauvaise exécution de ses obligations.

7.2 - Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des Prestations, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

ARTICLE 8 - REMISE DE DOCUMENTS

Dans le cadre du présent accord-cadre, le Titulaire doit remettre au CEA l'ensemble des documents exigés par le cahier des charges ci-après dénommés "les Documents".

La remise des Documents est une condition de la Réception des Prestations par le CEA. Les documents seront remis selon les conditions définies au cahier des charges.

8.1 - Format des documents remis

Tous les documents remis par le Titulaire au CEA sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD (.docx) pour les documents de type texte,
- Microsoft EXCEL (.xlsx) pour les documents de type tableau de chiffres,
- Microsoft POWERPOINT (.pptx),
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS (.mpp) pour les documents de type planning,
- AUTOCAD (.dwg) et PDF (.pdf) pour les documents dessinés.

8.2 - Propriété des Résultats

Les droits de propriété intellectuelle et /ou le savoir-faire afférents aux Résultats résultant de l'exécution du présent accord-cadre sont régis par les dispositions du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

8.3 - Approbation des documents

Tous les documents doivent être préalablement validés par le CEA selon la procédure indiquée au cahier des charges, c'est-à-dire que le Titulaire intègre, à sa charge, les remarques de fond ou de forme formulées par le CEA et ce jusqu'à l'approbation sans réserve des Documents.

Il est précisé que tous les documents doivent être remis au CEA par le Titulaire au fur à mesure de l'exécution des Prestations et en tenant compte des délais de validation du CEA.

Les différents documents à remettre au cours de l'exécution des Prestations font l'objet d'une approbation par le CEA.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Il est fait application du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 10 - MONTANT*

**Cet article peut faire l'objet d'une variante, conformément à l'article 3.1.3 du règlement de consultation. Les soumissionnaires peuvent proposer un autre mode de tarification que celui proposé, celui-ci ne pourra cependant pas se limiter à une rémunération au taux horaire ou au taux journalier en fonction du temps passé.*

Les montants fixés ci-après comprennent toutes les sujétions relatives à l'exécution des Prestations.

10.1 - Tâche 1 - Accompagnement spécifique en lien avec une situation de handicap psychique, d'un trouble psychologique, ou du neurodéveloppement dans une perspective d'intégration et/ou de maintien en emploi

Quantitatif	Objet	Prix unitaire HT
1 compte-rendu	Evaluation des travailleurs handicapés dans une perspective de maintien en emploi	_____ €
1 heure de rdv avec le salarié concerné ou les parties-prenantes	Séance d'accompagnement de salariés en situation de handicap ou des parties-prenantes	_____ €
2 heures de rdv avec les parties prenantes CEA	Séance d'accompagnement de salariés en situation de handicap ou des parties-prenantes	_____ €
½ journée de rdv avec les parties prenantes CEA	Séance d'accompagnement de salariés en situation de handicap ou des parties-prenantes	_____ €

10.2 - Tâche 2 - Appui Conseil auprès du collectif de travail et des parties-prenantes de la situation (manager, équipe, RH, équipes médico-sociales)

Quantitatif	Objet	Prix unitaire HT
1 compte-rendu	Rapport de l'intervention	_____ €
1 heure	Intervention auprès du manager, des équipes, des RH et équipes médico-sociales	_____ €
2 heures	Intervention auprès du manager, des équipes, des RH et équipes médico-sociales	_____ €
½ journée	Intervention auprès du manager, des équipes, des RH et équipes médico-sociales	_____ €

10.3 - Tâche 3 - Sensibilisation du collectif, de l'équipe restreinte, de la ligne managériale impactés par la situation

Quantitatif	Objet	Prix unitaire HT
1 compte-rendu	Rapport de l'intervention	_____ €
1 heure	Séance de sensibilisation des parties prenantes	_____ €

2 heures	Séance de sensibilisation des parties prenantes	_____ €
½ journée	Séance de sensibilisation des parties prenantes	_____ €

10.4 - Montant plafond de l'accord-cadre

Le montant total maximum de l'accord-cadre est plafonné à **220 000€ HT** (deux-cent vingt-mille euros hors taxes).

ARTICLE 11 - REVISION DES PRIX

Les prix fixés à l'article 10 ci-dessus sont établis aux conditions économiques du mois de _____ (mois de remise de l'offre).

Les prix peuvent être révisés à la date anniversaire de l'accord-cadre, à la demande du Titulaire ou du CEA, et ne doivent en aucun cas dépasser le montant obtenu par l'application de la formule indiquée ci-après.

$$P = Po [0,15 + 0,85 ICHT-N / ICHT-N_0]$$

Dans laquelle :

P	Prix mis à jour
Po	Prix aux conditions économiques du mois de la remise de l'offre
ICHT-N ₀	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés pour les Services administratifs, soutien publié par l'INSEE (Identifiant 001565196) pour le mois de la remise de l'offre
ICHT-N	Dernière valeur connue de ce même indice à la date de révision

Les prix révisés ne peuvent être applicables qu'après accord écrit de l'autre partie sur la proposition, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition et sous réserve que la demande de révision de prix ait été adressée au cours des six premiers mois à compter de la date anniversaire de révision concernée.

La révision de prix s'applique pour les Prestations réalisées à partir du mois de la réception de la demande de révision et n'a donc pas d'effet rétroactif.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième inférieur.

ARTICLE 12 - RESILIATION

Outre les dispositions du chapitre 13 des Conditions Générales d'Achat du CEA qui s'appliquent, le présent accord-cadre peut être résilié sans indemnités, par l'une ou l'autre des parties, sous réserve du respect d'un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 - PENALITES

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

13.1 - Retards

En cas de non-respect des délais fixés pour la remise des documents et autres livrables prévus au cahier des charges, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de 100 euros par jour calendaire de retard.

13.2 - Non-respect d'une mise en demeure

Par ailleurs, en dehors des cas prévus à l'article 12.1, toutes les fois où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure, et dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA peut lui appliquer une pénalité de 200 euros par jour calendaire de retard.

13.3 - Application des pénalités

Il est précisé que si le CEA est amené à appliquer trois fois sur une période de douze mois consécutifs des pénalités pour mauvaise exécution, il peut résilier le présent accord-cadre de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires. Le Titulaire ne peut pas prétendre au versement d'une quelconque indemnité

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle de l'accord-cadre. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

L'application de ces pénalités ne fait notamment pas obstacle à la procédure de résiliation prévue à l'article 12.

Les pénalités sont plafonnées à 10% du montant plafond de l'accord-cadre fixé à l'article « Montant » ci-dessus.

ARTICLE 14 - FACTURATION- REGLEMENT

14.1 - Conditions de facturation

La facturation est établie semestriellement à terme échu comme suit :

- 100% du montant des bons de commande et ordres de services émis sur la base des montants indiqués à l'annexe correspondante du présent accord-cadre, après acceptation sans réserve par le CEA des Prestations du semestre considéré.

14.2 - Modalités de facturation et règlement

Conformément aux articles L2192-1 et suivants et D2192-2 du code de la commande publique complétés par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n°de marché/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- l'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions de l'accord-cadre.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

ARTICLE 15 - REGIME FISCAL

Le montant de l'accord-cadre est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 16 - JURIDICTION COMPETENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent accord-cadre, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 17 - CONCLUSION DU MARCHE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent accord-cadre dûment signé.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,